JUST PEACE ADVOCATES
Mouvement pour une paix juste

NOS RETRAITES financent le génocide

Partie 2

Une analyse du University Pension Plan et du Fonds de solidarité FTQ révèle plus d'un milliard de dollars en investissements complices.

Table des matières

03 Introduction

04 Contexte de l'analyse

06 Analyse

06 Fonds FTQ

11 UPP

13 En savoir plus

14 Foire aux questions

15 Contactez-nous

16 Annexe

INTRODUCTION

Au Canada, les pensions constituent une force économique majeure. En 2021, une étude menée par le Canadian Centre for Economic Analysis (Centre canadien d'analyse économique) a révélé que les régimes de retraite du secteur public canadien (RRSPC) soutenaient à eux seuls 877 100 emplois et 55 500 entreprises dans l'ensemble du Canada, généraient 33,1 milliards de dollars de salaires annuels et créaient 21,4 milliards de dollars de recettes fiscales. À l'époque, les RRSPC comptaient 3,41 millions de membres actifs et 1,85 million de membres à la retraite. L'économie canadienne bénéficie des RRSPC, car ils constituent une source essentielle de revenus de retraite, représentant 40 % de l'ensemble des revenus de retraite privés à l'échelle nationale. Les RRSPC contribuent à hauteur de 82 milliards de dollars au PIB, soit 3 % de l'économie canadienne. Les professions les plus communes des membres des RRSPC sont celles d'enseignant, de travailleur du secteur de la santé, d'ingénieur, de scientifique, d'agent d'entretien, de travailleur du secteur alimentaire, de policier et de pompier.

Le 17 juin 2025, nous avons publié un premier rapport, portant sur sept grands régimes de retraite canadiens qui détiennent plus de 16 milliards de dollars en investissements dans des entreprises participant aux crimes de guerre et au génocide commis par Israël.

La présente analyse vient ajouter à ce rapport, mettant en évidence deux régimes de retraite supplémentaires : le University Pension Plan et le Fonds de solidarité FTQ. Ce rapport est publié alors que la participation continue du Canada dans le génocide que commet Israël à Gaza reçoit une couverture médiatique importante. Le 29 juillet 2025, la campagne Embargo sur les armes maintenant a publié un rapport accablant, contenant des preuves claires et concrètes que le gouvernement canadien fournit toujours des armes à Israël. Également en juillet, la rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese a publié son rapport, intitulé « D'une économie de l'occupation à une économie de génocide », accusant des entreprises pour leur rôle dans l'avancée de l'occupation et du génocide par Israël. Elle a en particulier condamné les régimes de retraite pour leur contribution aux crimes de guerre, au génocide, à l'apartheid et à d'autres violations du droit international.

> Les affaires se poursuivent normalement, mais rien dans ce système, dont les entreprises font partie intégrante, n'est neutres. Les facteurs idéologiques, politiques et économiques qui continuent de soutenir le capitalisme racial ont transformé l'économie israélienne d'occupation fondée sur le déplacement et le remplacement en une économie de génocide. Il s'agit d'une « entreprise criminelle commune » dans laquelle les actes de chacun contribuent en fin de compte à toute une économie qui alimente, approvisionne et facilite le génocide.... Les relations des entreprises avec Israël doivent cesser jusqu'à ce que l'occupation et l'apartheid prennent fin et que des réparations soient accordées. Les entreprises, y compris leurs dirigeants, doivent rendre des comptes ; c'est une étape nécessaire pour mettre fin au génocide et démanteler le capitalisme mondial que le sous-tend.
>
> **— Rapporteuse spéciale des Nations unies Francesca Albanese**

Contexte de l'analyse

Pour une analyse juridique approfondie, veuillez consulter notre premier rapport, Nos pensions financent le génocide.

La présente analyse s'appuie sur six années de travail portant sur le désinvestissement de la part de Mouvement pour une Paix Juste. Nous avions initié ce travail en nous concentrant sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (Investissements RPC) et avons complété six années d'analyse. Nous avons également analysé la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) au cours des quatre dernières années. Investissements RPC et la CDPQ sont tous deux tenus de divulguer leurs investissements en vertu des lois fédérales et provinciales, respectivement. Plus récemment, nous avons réalisé des analyses d'autres pensions du secteur public, d'universités, de compagnies d'assurance et de banques canadiennes. En 2025, nous avons identifié plus de 76 milliards de dollars canadiens investis dans des entreprises participant à des crimes de guerre et au génocide.

Dans ce rapport, nous nous concentrons sur le Fonds de solidarité FTQ (Fonds FTQ) et le Régime de retraite universitaire (RRU). Le Fonds FTQ est le plus grand réseau de capital de développement au Québec et a été créé par l'Assemblée nationale du Québec. Ils sont responsables de l'épargne d'environ 808 000 Québécois et de 4 000 entreprises.

Le Fonds FTQ est une cible de désinvestissement particulièrement intéressante car ses investissements ne sont pas entièrement indexés et excluent diverses entreprises pour soutenir les entités québécoises. L'UPP est un régime de retraite paritaire qui regroupe plus de 41 000 membres actifs et retraités de cinq universités ontariennes et de 14 autres organisations. Le 8 mai 2025, l'association des professeurs de l'université de Toronto a adopté une résolution de désinvestissement de l'UPP concernant l'occupation illégale de la Palestine et de « tout autre territoire ».

Nous avons utilisé cinq sources principales pour réaliser cette analyse : Who Profits, AFSC Investigate, UN Database, Canada Stop Arming Israel (hébergé par World Beyond War, WBW), et Don't Buy Into Occupation (DBIO) [voir l'annexe B pour une brève description de chaque source]. Chacune des bases de données de ces organisations comprend des entreprises pour lesquelles il existe un nombre important de preuves les reliant à des délits d'occupation.

Pour consulter nos précédents plaidoyers contre les CPSPP, consultez la page « Canadian Pensions Complicit in War Crimes and Genocide » (Les pensions canadiennes complices de crimes de guerre et de génocides) sur notre site web. Le présent rapport sera également envoyé au rapporteur spécial Albanese. Elle présentera son rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations unies en juillet 2025.

Dans chacun des tableaux ci-dessous, nous fournissons une liste des sources utilisées pour chaque entreprise. La légende ci-dessous représente la liste des sources utilisées :

- WP: Who Profits
- A: AFSC Investigate
- W: Canada Stop Arming Israel
- U: Base de données des Nations unies
- D: Don't Buy Into Occupation

En plus de fournir une liste des investissements complices pour chaque régime de retraite, nous avons également catégorisé chaque entreprise en fonction des types d'activités auxquelles elle participe. Cette catégorisation se base sur des preuves fournies par Who Profits, AFSC Investigate, Canada Stop Arming Israel, et Don't Buy Into Occupation. Les sept catégories que nous utilisons sont les suivantes :

1. fabrication/fourniture d'armes et/ou soutien militaire ;
2. services ou fournitures dans le domaine de la sécurité ;
3. équipements, matériel ou services de construction destinés à la démolition/destruction de terres/biens occupés ;
4. services ou prestations qui contribuent à l'entretien des colonies de peuplement ;
5. exploitation des ressources naturelles ;
6. fourniture d'opérations ou de support bancaires/financiers ;
7. équipements, matériel de surveillance/d'identification ou support de ces activités.

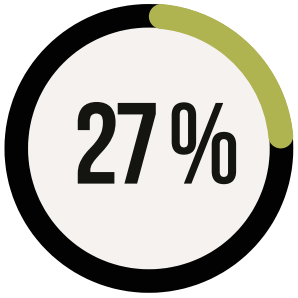
Le Fonds de solidarité FTQ

Total général des investissements (rapport annuel) :

1,9 milliard de dollars

Total au premier trimestre des investissements dans des entreprises complices :

519 millions de dollars



Cela représente 27 % du total des avoirs.

Parmi ces investissements, Fonds FTQ détient plus de 13 millions de dollars investis dans des entreprises répertoriées dans la base de donnes des Nations unies, dont Alstom, Bank Hapoalim, Booking Holdings, Kongsberg Gruppen, et Motorola Solutions.

Tableau 1. Liste des investissements complices du Fonds FTQ qui ont été identifiés.

Entreprise	Actions	Valeur ($M)	Sources
Abb Ltd	56,997	$4,439	WP, A
Alphabet Inc-Cl A	38,593	$9,113	A, W
Alphabet Inc-Cl C	71,627	$17,023	A, W
Alstom Sa	4,994	$155	A, U, D
Amazon.Com Inc	98,702	$37,822	A, W
Bank Hapoalim Bm	27,615	$635	A, U, D
Scotia Capital Trust (Obligations)	–	$2,892	W
Booking Holdings	324	$2,459	WP, A, U, D
BRP Inc (Prêts)	–	$112,881	A
CAE Inc (Prêts)	–	$121,994	W
CAE Inc	32,082	$1,133	W
Canon Inc	160,700	$6,787	A
Carrefour Sa	58,179	$1,186	A
Carlsberg	5,022	$987	A, D
Caterpillar Inc	8,011	$3,834	WP, A, W, D
Chevron Corp	4,625	$869	A
Cisco Systems	239,082	$20,723	WP, A, W, D
CNH Industrial	107,506	$1,849	WP, A, D
Dell Technologies	1,599	$245	WP

Entreprise	Actions	Valeur ($M)	Sources
First Solar	1,459	$317	WP, A
General Electric Co	8,936	$3,021	WP, A, W
Hewlett Packard Enterprise	70,495	$1,675	WP, A, W, D
Hitachi	61,600	$2,375	WP, A
IBM	42,179	$15,023	WP, A, D
ICL Group Ltd	43,051	$389	WP, A, D
Kongsberg Gruppen Asa	2,201	$533	WP, A, U
Mercedes-Benz Group	18,574	$1,525	A
Meta Platforms Inc	20,127	$17,918	A
Microsoft	80,023	$50,652	A
Motorola Solutions Inc	17,108	$9,771	WP, A, U
Nvidia Corp	271,734	$50,487	A
Palantir Technologies Inc	17,388	$3,151	A
Paypal Holdings Inc	4,457	$431	A
Siemens Ag	4,568	$1,510	WP, A, D
Sony Corporation	124,400	$4,516	WP, A
Toyota Credit Canada Inc.	–	$4,441	WP, A
Wsp Global Inc. (Obligatior	–	$4,354	WP, A, D
TOTAL		**$519,115,000**	

INVESTMENTS IN ILLEGAL ACTIVITIES

Figure 1. Pourcentage des entreprises incluses dans les investissements complices du Fonds FTQ qui sont impliquées dans chaque type d'activité.

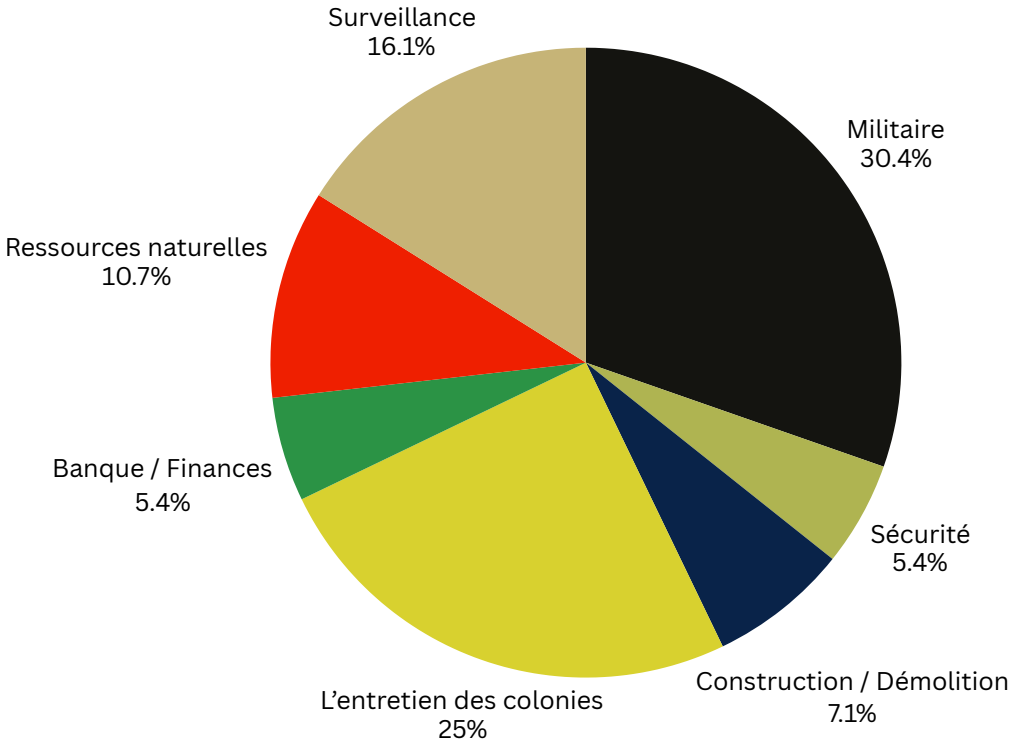


Tableau 2. Nombre total des entreprises participant à chaque activité.

Activité	Nombre des entreprises
Fabrication d'armes / soutien militaire	17
Services / fournitures de sécurité	3
Construction / Démolition : colonies de peuplement et terres occupées	4
Services / prestations pour l'entretien des colonies de peuplement	14
Banque / Finances	3
Ressources naturelles	6
Équipement de surveillance / d'identification	9

Figure 2. Pourcentage des investissements en dollars investis dans chaque activité.

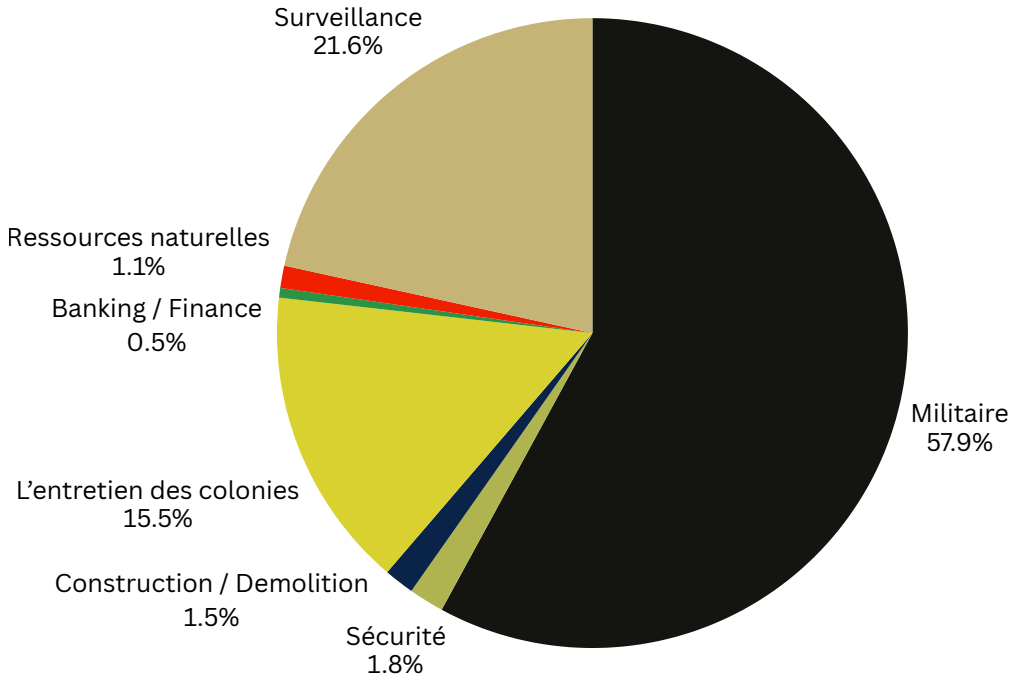


Tableau 3. Total en dollars du total des investissements dans chaque activité.

Activité	$ CAD
Fabrication d'armes / soutien militaire	$465,047,000
Services / fournitures de sécurité	$14,455,000
Construction / Démolition : colonies de peuplement et terres occupées	$12,412,000
Services / prestations pour l'entretien des colonies de peuplement	$124,609,000
Banque / Finances	$3,958,000
Ressources naturelles	$9,190,000
Équipement de surveillance / d'identification	$173,105,000

UPP

University Pension Plan

Au minimum, l'UPP détient $ 500,000,000 en investissements dans des entreprises complices

L'UPP ne divulgue pas les montants exacts en dollars pour chaque investissement, mais fournit plutôt des fourchettes allant de 5 millions à 185 millions de dollars. Dans la présente analyse, nous avons utilisé les valeurs inférieures fournies. Les investissements de l'UPP dans des entreprises complices pourraient donc être nettement plus élevés que ceux indiqués ici.

Tableau 4. Liste des investissements complices de l'UPP qui ont été identifiés.

Entreprise	Valeur (en millions)	Sources
Alphabet Inc.	$100	A, W
Amazon.com, Inc.	$100	A, W
Microsoft Corporation	$100	WP, A, W
NVIDIA Corporation	$100	A
Meta Platforms, Inc.	$50	A
Exxon Mobil Corporation	$10	A
RTX Corporation	$10	A, W
Apollo Global Management, Inc.	$5	A
Caterpillar Inc.	$5	WP, A, W, D
Lockheed Martin Corporation	$5	A
Motorola Solutions, Inc.	$5	WP, A, U
Palantir Technologies Inc.	$5	A, W
The Boeing Company	$5	WP, A
Total	**$500,000,000**	

UPP

INVESTMENTS IN ILLEGAL ACTIVITIES

Figure 3. Pourcentage d'entreprises incluses dans les investissements complices de l'UPP qui sont impliquées dans chaque type d'activité.

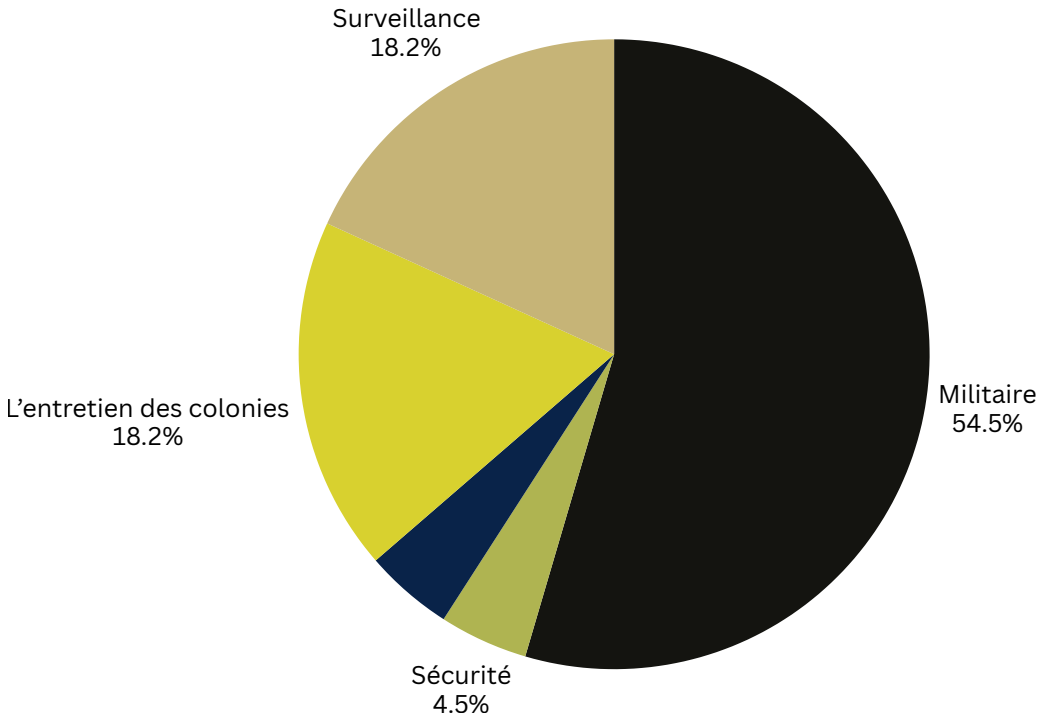


Tableau 5. Nombre total des entreprises participant dans chaque activité.

Activité	Nombre des entreprises
Fabrication d'armes / soutien militaire	12
Services / fournitures de sécurité	1
Construction / Démolition : colonies de peuplement et terres occupées	1
Services / prestations pour l'entretien des colonies de peuplement	4
Équipement de surveillance / d'identification	4

VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS?

En plus de consulter notre « Foire aux questions » ci-dessous, vous pouvez consulter nos autres rapports pour 2025 portant sur :

Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC)

Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ)

Les « cinq grandes » banques canadiennes

Une analyse de 7 grands régimes de retraite publics

Comment les organisations caritatives canadiennes financent les universités israéliennes

Vous avez d'autres questions ou désirez participer à ce travail ? Contactez-nous à l'addresse info@justpeaceadvocates.ca.

FOIRE AUX QUESTIONS

Les fonds de pension vont-ils vraiment désinvestir ?

Il existe des précédents en matière de désinvestissement. Par exemple, certains fonds de pension se sont désengagés de certains secteurs en raison de considérations morales / éthiques. La CDPQ a annoncé en 2021qu'elle comptait se retirer d'investissements dans la production pétrolière avant 2022 en raison de « préoccupations environnementales ». D'autres fonds de pension, le Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP) par exemple, suivent les principes d'investissement socialement responsable tels que refuser d'investir dans le tabac ou dans certaines entreprises d'armes à feu. Il existe des précédents à suivre, mais nous devons intensifier la pression.

Et s'ils affirment ne pas pouvoir désinvestir en raison de leur obligation fiduciaire ?

Tout fiduciaire ayant fait preuve d'un « filtrage négatif » (c'est-à-dire ayant exclus certaines entreprises ou certains secteurs de ses investissements) à l'égard de certaines entreprises ou industries jugées contraires aux intérêts de ses clients (comme quand le HOOPP exclut les entreprises du tabac et certains fabricants d'armes ou quand la CDPQ exclut les entreprises pétrolières) peut évidemment étendre ce filtre négatif pour exclure les entreprises qui tirent profit d'un génocide. Alors que certains fiduciaires pourraient objecter qu'ils investissent via un indice ou qu'ils ne peuvent exclure certains investissements en raison des coûts associés, le fait qu'ils aient pratiqué quelconque forme de filtrage négatif dans la constitution de leur portefeuille signifie qu'il ne s'agit évidemment pas d'un problème insurmontable pour eux.

Comment les régimes de retraite canadiens ont-ils soutenu l'occupation et l'apartheid pratiqués par Israël ?

Les RRSPC ont investi directement dans des entreprises qui soutiennent activement l'occupation militaire illégale. Ce faisant, ils ont permis aux Canadiens d'investir par inadvertance dans ces mêmes entreprises. Les RRSPC ont également investi dans de nombreux indices boursiers qui comprennent ces mêmes entreprises et ont permis aux investisseurs canadiens d'investir dans les mêmes indices. Les investissements directs et indirects des banques, des caisses populaires et credit unions, des sociétés de fiducie, des compagnies d'assurance, des fonds de pension et d'autres institutions financières canadiens les rendent complices.

CONTACTEZ-NOUS

Site web	**justpeaceadvocates.ca**
Courriel	**info@justpeaceadvocates.ca**

ANNEXE A :

Brève description des sources

La base de données de l'ONU: La base de données du HCDH, initialement produite en 2020 à la suite d'une demande de participation publique, comprend les « entreprises commerciales domiciliées en Israël, dans le territoire palestinien occupé ou à l'étranger, menant des activités répertoriées en relation avec le territoire palestinien occupé » qui sont engagées dans l'une des 10 activités identifiées[1]. Ces 10 activités sont les suivantes a) la fourniture d'équipements/matériels qui facilitent la construction/l'expansion des colonies/murs ; b) la fourniture d'équipements de surveillance/identification ; c) la fourniture d'équipements destinés à la démolition ou à la destruction ; d) la fourniture de services/équipements/matériels de sécurité destinés à soutenir les colonies ; e) la fourniture de services/utilités pour soutenir les établissements, y compris les transports ; f) effectuer des opérations bancaires et financières liées aux règlements ; g) l'utilisation des ressources naturelles à des fins commerciales ; h) polluer les villages palestiniens ; i) rendre captifs les marchés financiers et économiques palestiniens ; et j) l'utilisation des bénéfices/réinvestissements appartenant en partie aux colons et utilisés pour les colonies. En juin 2023, 97 entreprises étaient répertoriées dans la base de données du HCDH ; toutefois, un autre examen est en cours. La base de données des Nations unies n'inclut pas les entreprises engagées dans des activités dans le Golan syrien occupé, car elles ne relèvent pas du champ d'application de la résolution initiale du Conseil des droits de l'homme.

Qui profite: Who Profits (WP) est un centre de recherche indépendant dont l'objectif est de révéler l'implication financière d'entreprises internationales dans l'occupation israélienne des terres et des populations palestiniennes et syriennes. Dans le cadre de son processus méthodologique, le WP i) examine les dossiers publics, effectue des visites sur le terrain et soumet des demandes de liberté d'information (FOIA), ii) utilise un processus d'examen par les pairs pour tous les profils d'entreprise, et iii) donne à toutes les entreprises la possibilité de formuler des commentaires avant la publication.

AFSC Investigate: « Investigate » est un projet de l'American Friends Service Committee (AFSC). AFSC Investigate se concentre sur les entreprises qui sont impliquées dans des violences étatiques oppressives, tout en promouvant des normes en matière de responsabilité des entreprises et de droits de l'homme. Comme WP, AFSC enquête i) examine les archives publiques, ii) effectue des recherches sur le terrain (dans la mesure du possible), et iii) vérifie les informations par rapport aux documents juridiques et aux demandes d'accès à l'information. Ils utilisent également des informations provenant d'autres sources fiables, telles que WP.

N'achetez pas l'occupation: Don't Buy Into Occupation (DBIO) est une coalition de 24 groupes, dont des organisations palestiniennes, régionales et européennes. DBIO s'attache à mettre en évidence les relations entre les entreprises du PTOM et les institutions financières européennes. DBIO décrit sa méthodologie, y compris l'étendue de ses recherches, la façon dont elle a sélectionné chaque entreprise, la façon dont elle a défini les relations financières et une description de l'audit préalable qu'elle a effectué pour toutes les entreprises/institutions.

Canada Cessez d'armer Israël: World BEYOND War (WBW) est une organisation mondiale à but non lucratif (NPO) qui utilise des activités éducatives, militantes et médiatiques pour plaider en faveur de la fin de toutes les guerres. En collaboration avec diverses organisations, WBW a dressé une liste des entreprises d'armement impliquées dans l'armement de l'armée israélienne, ainsi que d'autres entreprises au Canada qui soutiennent l'armée israélienne. D'après une discussion avec WBW, leur méthodologie implique une recherche approfondie pour identifier les preuves qui relient directement une entreprise à l'armée israélienne.